

TRANSPORT DE NUIT À ORAN

Au prix fort

Auparavant, les Oranais ou encore les visiteurs de cette ville, qui aspire à se hisser au rang des incontournables pôles touristiques du bassin méditerranéen à l'instar des grandes métropoles, faisaient mille et un calculs avant de décider de sortir la nuit, pour se balader sur les boulevards et grandes artères du centre-ville ou encore pour une promenade-détente le long du front de mer, en quête de fraîcheur.

Un prestige devenu exclusif aux résidents du centre-ville ou pour ceux qui possèdent des véhicules. Motif : pénurie de moyens de transport public. Seulement, cette année, nous assistons à un revirement de la situation.

A cause de la complexité de la circulation routière qui étouffe la ville et des fortes chaleurs de l'été, les transports en commun, en particulier les taxis, se font de plus en plus rares durant la journée, et tout particulièrement lorsque le soleil commence à taper fort, pour les retrouver une fois la nuit tombée. Toutefois, durant la nuit chacun impose son tarif ! «C'est la jonction de plusieurs facteurs qui nous empêchaient (chauffeurs de taxi) de travailler la nuit, alors que

c'est l'une des périodes les plus opportunes pour faire de l'argent», sachant que le tarif de nuit (9h du soir-5h du matin) de transport augmente de 50% par rapport à celui appliqué le jour», nous explique un jeune chauffeur de taxi, faisant référence aux risques d'agression et d'accidents de la circulation qui s'aggravent et augmentent durant la nuit. «Actuellement, la circulation étouffante et les heures de pointe qui durent toute la journée nous forcent à nous rattraper la nuit», argumente également notre interlocuteur. Celui qui visite la ville d'Oran peut, actuellement, constater la disponibilité des taxis durant la nuit, notamment les week-ends et cela revient uniquement à

l'initiative des taxieurs, qui malgré les risques, assurent la permanence, bien sûr, dans la plupart des cas, pas en application de la réglementation mais uniquement «par la force des choses» comme certain préfèrent le dire. Qui a dit que le désordre qui caractérisait la circulation routière à Oran le jour ne peut être bénéfique ? Au contraire, c'est ce désordre qui a fait naître le travail du soir, selon certains de nos interlocuteurs, chauffeurs de taxi.

Considéré comme l'un des principaux maillons qui contribuent à la promotion du tourisme, le transport public vit actuellement une sorte d'anarchie. Dès lors, des dépassements sont constatés dans la corporation des chauffeurs de taxi, qui tout «en ignorant volontairement ou involontairement» la règle-mentation, tirent profit de certaines situations pour imposer leur diktat, en exigeant à leurs clients des sommes

exorbitantes en contrepartie de leur acheminement vers les destinations souhaitées.

Dans ce sillage, M. Kandsi, président de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, section taxis, nous a expliqué que la réglementation en vigueur est claire à propos de ce volet, sauf qu'elle n'a pas été bien médiatisée.

Selon lui, en se référant à la récente décision unilatérale prise par la direction des transports, établie sur la base du nouveau plan de circulation et qui prend en charge l'importante extension de la ville d'Oran, «le calcul de la somme due au client en contrepartie de son transport doit s'effectuer impérativement sur la base de la somme affichée au compteur même en dehors de la ville, comme vers la localité de Mers-El-Kebir, Bir-El-Djir et quelques destinations situées au niveau de la commune d'Es-Senia à titre d'exemple», mais là aussi, selon le président de ladite

section, la demande introduite par le syndicat dans la perspective de lui communiquer plus de précisions relatives aux destinations concernées par cette nouvelles mesure est restée sans suite. Selon notre interlocuteur, «l'écart du syndicat lors de la prise de ce genre de décision par la direction des transport est souvent à l'origine de ce genre d'incompréhension».

Dans ce contexte, M. Kandsi nous a informé que sa section a requis l'établissement d'une liste des communes au niveau desquelles la tarification au compteur est exigée et en dehors desquelles la négociation du prix de la course se fait au forfaitaire, une liste qui devait être affichée par le chauffeur de taxi dans sa voiture, dans l'objectif de mieux mettre le taxieur et le client au courant de leurs droits, malheureusement, une fois de plus, cette mesure est restée sans suite.

Ainsi, en attendant un meilleur contrôle du transport en commun durant la nuit, si certains clients se plaignent du diktat de certains chauffeurs, d'autres ne s'en soucient guère et se montrent satisfaits de pouvoir trouver du transport après une belle balade au centre- ville.

Ben Aziz

Colporteur d'eau douce : un métier à la peau dure

La mise en service partielle, mercredi dernier, du projet de transfert d'eau à partir du barrage du Cheliff vers le couloir MAO (Mostaganem-Arzew-Oran) marque l'événement à Oran où les regards se tournent, interrogateurs, vers le métier controversé de colporteur d'eau douce, une bien curieuse survivance des temps plus difficiles.

Avec ce projet structurant, les foyers oranais vont recevoir quelque 110 millions de m³ d'eau par an soit, pour se faire une idée de son importance, environ six mois de consommation pour une grande métropole comme Alger.

De nombreux foyers oranais disposaient déjà de l'eau courante à profusion mais continuent encore aujourd'hui, au mépris du bon sens, de s'approvisionner auprès des colporteurs d'eau.

Un camion-citerne stationné dans une ruelle et son conducteur s'affairant, l'échine courbée, à remplir des jerrycans de 5, 10 ou 20 litres, disposés à la queue leu leu : voilà une scène familière depuis des décennies, qui donne une image peu reluisante de beaucoup de quartiers de la capitale de l'Ouest et de sa périphérie.

Des revendeurs d'eau de source exercent même dans des locaux commerciaux dans certaines cités, y compris au cœur de la ville.

Des quartiers alimentés pourtant en permanence en eau courante, à quelques rares exceptions près dues aux aléas d'ordre technique, panne de la pompe ou éclatement d'une conduite notamment, recourent eux aussi aux colporteurs.

Si la présence de ces derniers pouvait s'expliquer, par le passé, c'est-à-dire à une époque où le précieux liquide se distinguait par sa rareté ou par son goût saumâtre, leur présence aujourd'hui suscite, nombre d'interrogations tant la situation s'est nettement améliorée dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable.

Nombre d'habitants justifient le recours au colporteur par le fait que l'eau qu'il propose reste «très douce», alors que d'autres expliquent qu'ils ont juste pris l'habitude de... l'acheter «dehors».

Des ménagères affirment réserver l'eau de robinet uniquement à la vaisselle, la lessive et la douche, préférant utiliser l'eau douce achetée au prix fort pour la boire ou pour la préparation des repas. «Vous n'avez qu'à apprécier le goût de votre café quand il est préparé avec de l'eau douce», argumentent-elles.

Il y en a, pourtant, qui ne craignent pas de boire l'eau de robinet, rassurés en cela par les déclarations de bonnes intentions affichées par les opérateurs, visiblement plus respectueux des

exigences de qualité. Cela s'est déjà traduit par des travaux de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable et de contrôle régulier de la qualité de l'eau distribuée.

Retour aux colporteurs d'eau. Si par le passé leur clientèle assoiffée était motivée par l'aspect quantitatif, dû essentiellement à de fréquentes et intempestives coupures d'eau, aujourd'hui c'est plutôt avec une «confiance tranquille» qu'on les sollicite.

Cette assurance est, en vérité, confortée par la réglementation stricte que sont tenus d'observer les revendeurs d'eau potable, principalement sur le plan de l'hygiène pour prévenir toute maladie à transmission hydrique.

Les mesures en question sont définies par un décret exécutif de juillet 2008 fixant les conditions d'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine par citernes mobiles. Parmi ces conditions qui ont pour objectif d'assurer la protection du consommateur, seuls les revendeurs munis d'une autorisation délivrée par l'administration compétente de la wilaya ont le droit d'exercer cette activité.

La réglementation précise également que les citernes mobiles utilisées pour l'exercice de l'activité doivent, entre autres, disposer d'un revêtement intérieur inoxydable et être équipées d'un clapet anti-retour pour prévenir tout risque de contamination lors de leur remplissage ou de leur vidange. La législation prévoit en outre des sanctions à l'encontre des contrevenants qui peuvent être frappés d'une suspension temporaire de l'autorisation jusqu'à leur mise en conformité dûment constatée par les services compétents, ou d'un retrait définitif en cas de récidive. Au niveau de la seule commune d'Oran, au moins 200 colporteurs sont enregistrés pour activer dans un cadre légal. Selon le

responsable du bureau d'hygiène communal, aucune infraction majeure n'a été relevée depuis la mise en application du nouveau décret qui a permis, a-t-il souligné, de consolider la prévention des maladies à transmission hydrique. Dans ce contexte, a-t-il précisé à l'APS, l'eau distribuée par les intéressés est régulièrement contrôlée au même titre que les puits de prélèvement tels ceux situés à «haï Bouamama» (ex-Coca), à la sortie sud-ouest de la ville où la grande majorité d'entre eux s'approvisionnent.

Réputée pour sa douceur, l'eau de «haï Bouamama», quartier appelé aussi El-Hassi en référence à ses puits, est prisée par les habitants mais également par de nombreux établissements commerciaux, les cafés notamment, qui la réclament pour fidéliser leurs clients. La diversification des ressources hydriques, à travers les stations de dessalement telle celle de «Kahrama» (Arzew) qui a dernièrement célébré le 100 millionième m³ d'eau livrée, a donné grande satisfaction aux Oranais.

La wilaya aspire aussi à gagner définitivement la «bataille de l'eau» avec d'autres réalisations comme le couloir d'adduction MAO ou la méga station de dessalement d'eau de mer de Mers El-Hadjdaj, lesquelles la mettront dans une situation excédentaire par rapport à ses besoins, évalués à 350 000 m³/jour. En attendant, les colporteurs, eux, ne semblent guère inquiétés par le progrès industriel, car convaincus que «rien ne vaut la douceur d'une eau de source naturelle et la bonne saveur du café que l'on prépare avec».

Comme quoi, le progrès n'est pas près de sonner le glas de certaines vieilles habitudes qui, manifestement, ont la peau dure.

APS

Une cérémonie grandiose pour célébrer la fête de la police

Mercredi derniert, à l'occasion de la célébration de la Fête nationale de la police, qui coïncide avec le 22 juillet de chaque année, une cérémonie grandiose a été organisée au niveau du siège de la sûreté de wilaya d'Oran.

Au cours de cette cérémonie, 13 policiers tous grades confondus ont été honorés, au même titre que

deux retraités du même corps sécuritaire, une femme victime de la tragédie nationale et 21 nouveaux bacheliers, membres de familles de policiers.

Par ailleurs, au niveau de la 16° sûreté urbaine, située au boulevard de l'ALN (front de mer), une journée portes ouvertes a été tenue dans l'objectif de mettre le public

oranais au courant des activités des différents services de la police, à savoir la police de l'air et des frontières (PAF), la police scientifique, les brigades antistupéfiants, le service d'identité judiciaire, le service du matériel et d'équipements ainsi que du service des télécommunications.

B. A.

SOUK-AHRAS

Blocage à l'APC

«Au train où vont les choses, l'APC de Souk Ahras ne tardera pas à être ajoutée à la liste des municipalités les plus instables du pays.» Ces propos sont d'un citoyen qui assiste impuissant au grand charivari que connaît l'assemblée, dû à un conflit qui dure depuis presque un semestre. Querelles de clocher et frictions sont les maîtres mots au sein de l'Assemble communale du chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras. L'affrontement sans concession et les luttes à fleurets mouchetés entre deux blocs, celui conduit par le maire d'obédience FLN, fort du soutien de 8 élus, et celui animé par une opposition de 14 élus ayant refusé d'assister au courant de la semaine précédente à l'assemblée plénière, sont les ingrédients qui ont servi à préparer l'amer plat du blocage au niveau de la plus importante municipalité de la wilaya de Souk Ahras. Cette situation ne fait qu'empirer et le mécontentement des citoyens ne fait qu'augmenter au vu de la dégradation du cadre de vie. D'ailleurs, des citoyens nous ont affirmé que dans certaines communes, on n'hésite pas à affirmer que les délégations communales, étaient plus efficaces que les actuelles assemblées élues. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'administration locale a affiché jusque-là une attitude impartiale devant ce tintamarre, dont le citoyen est le dindon de la farce. Une situation qui risque de connaître une issue houleuse dans les semaines à venir si un consensus n'est pas trouvé entre les deux parties antagonistes.

Barour Yacine